

# Contre le monopole des partis

par Joaquin Estefania

Après MM. Max Gallo, Yves Cochet, Bernard Stasi, M<sup>me</sup> Janine Mossuz-Lavau, MM. Laurent Cohen-Tanugi, Charles Fiterman, Georges Sarre et Guy Konopnicki (*le Monde* des 16, 24, 27-28, 29 décembre, 1<sup>er</sup>, 10-11, 12 et 21 janvier), Joaquin Estefania, directeur du quotidien espagnol *El País*, répond à notre enquête sur « La crise morale de la politique » publiée dans *le Monde* du 12 décembre.

**V**ERS la fin des années 70, à l'époque de la présidence de Jimmy Carter, la commission trilatérale publia son premier rapport, intitulé « La gouvernabilité des démocraties ». Dans ce rapport, qui analysait les conditions nécessaires à un plus large développement de la démocratie, il était également suggéré, de façon explicite, de limiter la participation des citoyens. Cette méthode paraissait la plus efficace pour enrayer les excès inhérents à la démocratie. En d'autres termes, il s'agissait de démobiliser pour survivre.

Quinze ans plus tard, cette thèse a fini par s'imposer. Mais son succès a conduit, paradoxalement, à un affaiblissement des sociétés démocratiques. L'atonie, l'abstention, le scepticisme, la désertion, le je-m'en-foutisme, l'ennui, l'indifférence à l'égard de la chose publique, se sont accrus dans un système de plus en plus étranger aux préoccupations quotidiennes des citoyens, où l'on tend à vivre, replié chez soi, comme Robinson sur son île.

Comme l'affirmait Karl Popper, dans une réflexion empreinte de pessimisme, un seul espoir est désormais permis à l'électeur : renverser le gouvernement en place, quelle que soit la couleur politique de celui-ci. Aussi les citoyens se méfient-ils de plus en plus de leurs élites et, en tout premier lieu, des hommes politiques, mais aussi des intellectuels, qui, au nom du vieux concept d'engagement, s'expriment et agissent hors de leur tour d'ivoire, sans parler des médias et des professionnels de la communication, victimes, en raison de leur goût pour le spectacle, d'un manque de crédibilité alarmant.

Dans *la République des satisfaits*, un de ses derniers livres, l'économiste américain John K. Galbraith s'interroge sur la société sans classes. La participation, ou l'absence de participation,

apparaît comme une nouvelle ligne de démarcation entre les citoyens. Les plus fortunés, satisfaits de leur situation dans la société, sont ceux qui accourent aux urnes, tandis que les autres, tout occupés à survivre, ne participent pas. Les « satisfaits » forment une « culture du contentement » qui opère, écrit Galbraith, « sous l'égide inattaquable de la démocratie, même si ce n'est pas la démocratie de tous les citoyens, mais de ceux qui, pour défendre leurs privilèges économiques et sociaux, se rendent effectivement aux urnes ». « Le résultat, poursuit Galbraith, c'est un Etat qui ne prend pas en compte la réalité des besoins de l'ensemble de la population, mais seulement les opinions des satisfaits, devenus la majorité des votants (1). »

## Des formations sclérosées

Cette situation a pour conséquence le monopole démocratique des grands partis politiques. Un monopole propice, comme c'est toujours le cas, à toutes sortes d'excès : confiscation de l'action politique au profit de quelques individus, irrégularités dans les méthodes de travail, généralisation de la corruption par l'argent – qu'il s'agisse de la recherche de financements, en temps ordinaire ou en période électorale, ce qui exonère les militants de toute culpabilité, ou de l'enrichissement personnel de quelques hommes politiques, responsables et coupables à la fois de cette corruption, – intervention à tous les niveaux, y compris dans le domaine de la vie privée, abus de pouvoir, etc.

On assiste à la généralisation d'une sorte de « molletisme » se traduisant par un décalage entre les discours de campagne et l'action. Une politique de pure façade, qui ne fait qu'accroître la distance entre la classe politique et la société civile. Les citoyens ne tolèrent pas que les hommes politiques pour lesquels ils ont voté échouent là où ils attendaient qu'ils fassent la différence : ils ne pardonneront pas à la gauche de ne pas avoir réussi à vaincre le chômage ou à moraliser la vie publique, et reprocheront à la droite de ne pas en finir avec la bureaucratisation des institutions ou avec l'insécurité urbaine.

Face à la complexité des temps présents, des formations politiques sclérosées sont prises de court. Les dirigeants européens ont beau régler les difficultés techniques au jour le jour, ils ont rarement traité en profondeur les véritables obstacles qui s'oppo-

sent à la consolidation de l'unité européenne, à savoir l'immigration de centaines de milliers de personnes venues du Sud ou de l'Est, et leur intégration dans une Communauté européenne qui devra gérer la diversité.

Les partis survivent en se fondant sur une conception conventionnelle de la politique, sur l'utilisation d'une langue de bois vide de sens, et sur des programmes qui ne parviennent pas à attirer de nouvelles générations de sympathisants.

C'est du côté des formations nouvelles que semble venir des réponses : des écologistes, d'une part, quoiqu'il convienne d'être vigilant, car on trouve dans ces partis des fondamentalistes prêts à faire passer les droits de la nature avant ceux des citoyens, ou bien d'une extrême droite rénovée, qui a abandonné les chemises brunes, sinon les crânes rasés, et qui revendique l'homogénéité, l'isolement, la pureté raciale, l'épuration ethnique. Mais aussi du côté des organisations non gouvernementales, en très forte croissance : formées de jeunes gens intéressés par la vie publique, elles se présentent comme de véritables espaces de participation alternative.

Il n'y aura pas d'approfondissement de la démocratie – un concept oublié dans le discours dominant – tant que les partis ne s'ouvriront pas aux nouvelles réalités, tant qu'ils n'en finiront pas avec leurs sensibilités léninistes – cela vaut également pour les partis conservateurs, – tant que leur activité ne correspondra pas à la volonté permanente des électeurs et que le choix de leurs dirigeants sera réglé par cooptation. En somme, tant qu'ils ne consentiront pas à « déprofessionnaliser » la fonction d'homme politique. Mais cela ne signifie-t-il pas le suicide des vieux appareils ?

Il est curieux de constater que tous les espoirs se tournent vers l'Amérique, où le nouveau président, Bill Clinton, a remporté les élections sur ces mêmes thèmes : le respect de la pluralité, la participation citoyenne, la « déprofessionnalisation ». Serait-ce donc la fin de la politique dans la vieille Europe ?

(1) *La République des satisfaits. La culture du contentement aux Etats-Unis*, par J.K. Galbraith, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Paul Chemla, Le Seuil, 1992, page 19.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilard-Adan.)